Sur la ZAD: «La préfète m'a radicalisé·e»

PAR CHRISTOPHE GUEUGNEAU ET JADE LINDGAARD
ARTICLE PUBLIÉ LE MERCREDI 11 AVRIL 2018

Un zadiste prend la pose au sommet d'une barricade, le 10 avril. © CG

Le deuxième jour d'expulsion de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes a tourné à l'affrontement entre les gendarmes et des habitant·e·s déterminé·e·s. Un lieu historique de la ZAD, les Vraies Rouges, a échappé à la destruction promise.

Des ami·e·s ont préparé des plats de légumes, et vous vous asseyez à la table du salon pour le dîner. Mais l'air du dehors est saturé de gaz lacrymogène et au fur et à mesure qu'il pénètre dans la maison, les poumons et les yeux vous piquent. Repas collectif sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, au soir du deuxième jour de l'expulsion ciblée de la zone, mardi 10 avril, à la Rolandière, l'un des lieux en dur de la zone.

Toute la journée, des centaines de grenades lacrymogènes ont plu sur les habitant·e·s et leurs soutiens. Mais sous les volutes de gaz irritant, les sourires se sont affichés en fin de matinée quand, pour la première fois depuis le déclenchement de l'opération, les gendarmes ont reculé. La scène s'est déroulée aux Vraies Rouges, un lieu de vie collectif, organisé autour de quelques cabanes et d'un potager. C'est là que se trouve la plus ancienne cabane de la ZAD, celle où en 2012, lors de l'opération César d'évacuation de la zone, était accrochée la banderole *« Alors César, tu patauges ? »*. C'est aussi là qu'habite l'une des membres de la délégation de la ZAD en négociation avec la préfecture sur l'avenir des résident·e·s de la zone. À côté, s'étend l'immense champ du jardin des Rouge et Noir, des parcelles de maraîchage cultivées collectivement. C'est un lieu poétique et paysan.

Et c'est donc là que mardi 10 avril, un blindé de la gendarmerie s'est planté tôt le matin pour dégager une barricade. Face à lui, une dizaine de personnes invectivent les forces de l'ordre. Angélique, paysanne du collectif COPAINS, crie sa colère et prévient : dès que le véhicule se mettra en route, des personnes s'assiéront sous la barricade, au risque de se faire écraser sous ses pneus. Autour d'elle, les yeux pleurent et les bouches crachent, noyés sous les lacrymos. Des projectiles de terre, de lisier et de peinture volent vers les gendarmes. Le face-à-face dure plus d'une heure. Finalement, les forces de l'ordre se retirent et reculent de plusieurs mètres. Les Vraies Rouges ont gagné une journée de sursis. Mais d'autres lieux sont tombés, selon les estimations d'habitant·e·s de la ZAD, vers l'est de la zone, dont la Chèvrerie et peut-être – cela reste à confirmer – la Boîte noire. De son côté, la préfète annonce seize squats évacués, dont neuf pour la seule journée de mardi. Des affrontements se sont poursuivis pendant la nuit autour des restes de Lamassacrée, la tour en bois construite au bord de la route D281, qui fut le premier édifice abattu par les gendarmes lundi 9 avril.

Des zadistes devant la principale barricade érigée mardi. © CG

Cette victoire des Vraies Rouges et la joie qu'elle a suscitée chez ses défenseur·e·s ne doit pas masquer une nette montée en tension. Dans l'après-midi, les affrontements, qui se sont concentrés à quelques mètres seulement de ce lieu, ont gagné en intensité. Aux jets de pierres, de bouteilles, voire de cocktails Molotov, les gendarmes mobiles sur place ont répondu avec des grenades lacrymogènes, des grenades assourdissantes ou encore des grenades désencerclantes. Vers 18 heures, un nuage de fumée compact s'étendait sur plusieurs centaines de mètres tout autour de la zone. Cela n'empêchait pas les

zadistes de rester sur place. De même que leurs soutiens, des personnes âgées, des paysan·ne·s, ou bien des soutiens plus jeunes arrivés ces dernières heures.

À une centaine de mètres des affrontements, un stand proposait du café ou des gâteaux. Des bénévoles s'efforçaient de ratisser le terrain pour ramasser les douilles de grenade. Le tas faisait plus d'un mètre de circonférence en fin de journée. Au fur et à mesure que les heures passaient, les zadistes présent·e·s et leurs soutiens semblaient s'accommoder de cette fumée âpre qui ne quittait plus la zone. D'énormes cratères noircis dans la terre du camp des Cheveux blancs, réunissant plusieurs dizaines de personnes retraitées, témoignent de la puissance des explosions.

À la mi-journée, une quinzaine de *« tracteurs vigilants »* se sont positionnés à la hauteur des Fosses noires, juste à côté des Vraies Rouges, afin de protéger ces sites historiques de l'occupation de la ZAD, impliqués dans de nombreux projets paysans : maraîchage, boulangerie, houblon… C'est le signe palpable d'un élargissement du front de la mobilisation contre l'opération d'expulsion. Depuis l'abandon du projet d'aéroport, la question de la route D281 a éloigné une grande partie des agriculteurs des occupant·e·s de la ZAD. Les premiers souhaitaient qu'elle soit libérée le plus vite possible. Parmi les seconds, certain·e·s – une minorité – voulaient au contraire y maintenir d'imposantes chicanes et d'autres l'ont sabotée à plusieurs reprises afin d'empêcher sa réouverture à la circulation, synonyme à leurs yeux de normalisation de la ZAD. Mais la destruction des Cent Noms ***(voir ici notre reportage)***, une ferme collective, est vécue comme une ligne rouge inacceptable par une partie du monde agricole.

Des douilles de grenade ramassées par les zadistes mardi. © CG

L'équipe de Medics témoigne de la brutalité des échanges. Dans son bilan diffusé à 18 h 30, elle annonce qu'une trentaine de personnes ont été soignées dans la journée. *« Deux personnes blessées gravement ont dû être évacuées pour être hospitalisées, et quatre personnes ont été traitées pour des blessures jugées sérieuses »*, ajoute le bilan. Ces soignant·e·s affirment également que des personnes ont été blessées par des tirs de LBD (successeur du Flashball) et concluent leur bilan par un sujet de *« vive inquiétude pour les jours à venir »* : l'observation, en fin de journée, de nombreux tirs de grenades GLI-F4 – des grenades explosives assourdissantes responsables, en août dernier, d'une blessure grave au pied d'un manifestant à Bure. Des gendarmes se sont blessés eux-mêmes en lançant une grenade. L'un d'eux a été atteint au pied et a dû être évacué par hélicoptère, selon un article du *Monde*. *« Deux scénarios sont possibles, soit une mauvaise manipulation, soit un renvoi de la grenade, une enquête est en cours »*, affirmait mercredi matin l'état-major interrogé par *Le Monde*.

Mardi soir, lors de son intervention hebdomadaire en direct sur Facebook, le premier ministre Édouard Philippe a estimé que *« l'opération a[vait] fait l'objet d'une très grande préparation pour éviter au maximum les incidents, mais je pense que vous avez tous vu les images, il y a beaucoup de violence dans cette zone »*. Édouard Philippe a également estimé qu'il y avait sur la ZAD *« des gens qui n'étaient pas là pour refuser la construction d'un aéroport mais pour refuser toutes les règles de la vie en société, ou en tout cas de la vie en société et dans un État de droit »*. Lors d'une conférence de presse conjointe à Nantes, en

fin de journée, la préfète Nicole Klein et le général Lizuray, chargé des opérations de gendarmerie, n'ont pas donné le même bilan que les Medics. D'après eux, deux zadistes seulement ont été blessés depuis lundi matin, de même que onze gendarmes, dont deux se trouvent *« dans un état plus grave »*. Selon la préfecture, un peu plus tard, on comptait 14 gendarmes blessés mardi soir, dont 13 pour la seule journée du 10 avril – des traumatismes crâniens ou sonores, une fracture faciale, des fractures.

Le général a également annoncé sept interpellations. Selon lui, les forces de l'ordre ont dû faire face à *« 300 à 350 opposants ce mardi, là uniquement pour l'affrontement avec les forces de l'ordre »* et *« plus regroupés qu'hier »*. Au sein de la ZAD, une large banderole a surgi dans le champ de houblon des Fosses noires, autre lieu collectif historique, pour répondre par l'humour à l'analyse des autorités : *« Nicole Klein m'a radicalisé.e. Camille »*.

Devant les Fosses noires, sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, 10 avril 2018. (@ZAD_NDDL)

Directeur de la publication : Edwy Plenel
Directeur éditorial : François Bonnet
Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).
Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.
Capital social : 24 864,88€.
Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.
Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.
Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris
Courriel : contact@mediapart.fr
Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08
Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90
Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.
Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.